



sa propre irrésolution. Sur ces entrefaites le ministre d'état Regnault (de Saint-Jean d'Angely) à qui son titre de représentant donnait une libre entrée dans le Palais-Législatif, allait et venait, communiquant à l'Empereur les différentes propositions qui se succédaient à la tribune. Toutes avaient pour but l'abdication.

— Si l'abdication tarde encore à venir, s'écriait Lafayette, je proposerai la déchéance.

Sébastiani, Roy, Manuel, Flauguergues, Dupin, Duchesne, Girod (de l'Ain) et Henri Lacoste, réclamaient avec véhémence l'abdication immédiate. Le général Solignac crut remporter une victoire en obtenant qu'on accorderait à Napoléon une heure de délai. Cet insolent ultimatum remplit l'Empereur d'indignation.

Mais autour de lui tout était morne et silencieux ; l'indignation même était un sentiment trop énergique pour ces cœurs affaissés. Regnault plein d'épouvante le conjura de céder ; les autres le suppliaient par leurs regards. « Quand j'aurai abdiqué, leur répondit-il, vous n'aurez pas d'armée... dans huit jours l'étranger sera sous Paris ». Vaine prophétie ! inutile appel à des courages éteints ! Les ministres se réunirent tous dans un commun effort pour obtenir un acte qui allait livrer la France à l'occupation étrangère. Leurs instances

l'emportèrent. Egaré encore une fois par les manifestations des hommes officiels, Napoléon oublia le peuple qui lui offrait son appui. Une heure après, le président de la chambre, Lanjuinais, communiquait aux représentants un acte ainsi conçu :

DÉCLARATION AU PEUPLE FRANÇAIS.

« Français !

« En commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés et sur le concours de toutes les autorités nationales ; j'étais fondé à en espérer le succès, et j'aurais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi.

« Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France... Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations et n'en avoir réellement voulu qu'à ma personne ! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de *Napoléon II, Empereur des Français*.

« Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les chambres à organiser, sans délai, la régence par une loi.

« Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante !

NAPOLÉON.

« Au palais de l'Élysée, ce 22 juin 1815. »

Les constitutionnels triomphaient ; mais aussi toute la responsabilité du gouvernement tombait sur eux ; en renversant le grand capitaine en qui la population avait espoir, ils prenaient sur leur compte personnel la défense du territoire et le salut de la France.

La chambre était entrée dans les voies révolutionnaires pour abattre le trône impérial ; son rôle devenait odieux et ridicule, si elle demeurait impuissante devant l'étranger : elle s'était imposé la nécessité de vaincre ou d'être flétrie à jamais. Et cependant c'est ce qui la préoccupa le moins : autant elle s'était montrée arrogante envers Napoléon, autant elle va se montrer lâche envers l'étranger.

Son premier acte de souveraineté fut d'envoyer des plénipotentiaires pour négocier avec les coalisés : cette triste mission fut accep-

tée par Lafayette, D'Argenson, Sébastiani, Pontécoulant et Laforêt ; Benjamin Constant leur fut adjoint comme secrétaire.

Une commission du gouvernement fut nommée par les deux chambres ; elle se composait de Fouché, Carnot, le général Grénier, Quinette et Caulaincourt. Fouché en était le président. C'était pour remettre le pouvoir entre les mains d'un tel homme qu'on l'avait arraché à Napoléon.

Depuis qu'il avait officiellement renoncé au trône, l'Empereur semblait avoir aussi abdiqué toute volonté. Renfermé dans ses appartements déserts, avec ses frères et quelques serviteurs fidèles, calme et résigné, il conservait une attitude passive, étranger en apparence à tout ce qui se passait autour de lui, et donnant l'exemple du plus complet renoncement.

Et cependant, même alors que dans son accablement il accusait l'ingratitude de ses concitoyens, des masses nombreuses, compactes, enthousiastes, assiégeaient les abords de l'Elysée, y demeurant tout le jour, et ne se retirant que la nuit, pour y reparaître le lendemain.

Le peuple, en effet, ne tenait guère compte d'une abdication négociée sans lui ; pour lui, Napoléon était toujours Empereur, le seul espoir de la patrie, la seule ressource contre l'étranger ; pour lui, la chambre n'était rien, et il n'en comprenait même pas le sens ; car la chambre révoltée contre le trône et ne représentant pas le peuple, lui semblait quelque chose d'étrange et d'illégitime qui ne tenait ses droits de personne.

Dans la matinée du 24, la foule était plus nombreuse que de coutume ; les flots pressés du peuple s'agitaient en grondant ; de longs murmures, des clameurs, des imprécations se confondaient dans un bruit immense. On appelait l'empereur, on voulait voir l'empereur.

La cause de ce soudain tumulte était dans une rumeur qui s'était répandue parmi les quartiers populeux. On disait que le gouvernement voulait livrer l'empereur à l'ennemi, et aussitôt les habitants indignés étaient accourus pour vérifier cette trahison ou pour l'empêcher.

La multitude, incessamment grossie, encombra le faubourg Saint-Honoré ; la circulation se trouvait interrompue ; bientôt les cris devinrent si formidables que Napoléon crut devoir se montrer. Sa vue

dissipa toutes les inquiétudes ; mais elle réveilla un enthousiasme difficile à décrire.

Si, dans ce moment solennel, il eut voulu faire un geste, donner un ordre, marcher, même sans armes, à la tête de cette multitude dévouée, c'en était fait de la commission du gouvernement, de la chambre et de ses adversaires ; il reprenait le trône par la volonté du peuple.

Mais Napoléon répugnait aux moyens révolutionnaires : il se contenta de savourer en silence la vengeance morale que lui offrait l'amour des véritables Français.

Ces manifestations cependant jetèrent l'épouvante dans l'âme de Fouché. Mieux que Napoléon lui-même, il comprenait combien elles étaient significatives : il fit prier l'Empereur de se retirer à la Malmaison.

Sa présence à Paris, disait-il, entretenait dans les esprits une agitation fâcheuse et mécontentait les Chambres. Napoléon s'était résigné à tous les sacrifices ; ce dernier lui coûtait peu ; le lendemain à midi il sortait, inaperçu, de l'Elysée dans la voiture du général Bertrand. Cette précaution avait été indiquée par la commission du gouvernement, qui craignait que la foule, toujours nombreuse aux abords du palais, ne s'opposât au départ de l'Empereur.

Sa retraite à la Malmaison ne calma pas les terreurs de Fouché. L'Empereur était encore trop près de Paris ; il pouvait d'ailleurs aller rejoindre l'armée. Le général Becker lui fut envoyé sous prétexte de veiller à sa sûreté, mais réellement pour le garder à vue.

Napoléon était devenu le prisonnier de Fouché. Mais ce prisonnier était un embarras ; la commission du gouvernement le pressa de partir pour les Etats-Unis, promettant de lui obtenir des saufs-conduits du gouvernement anglais.

Quatre jours se passèrent, les saufs-conduits n'arrivaient pas, et cependant on insistait toujours sur le départ de l'Empereur. Davoust, ministre de la guerre, et commandant en chef de l'armée sous Paris, s'emporta jusqu'à dire que s'il ne partait pas de suite, il irait l'arrêter lui-même.

Ces viles menaces ne pouvaient rien sur un homme comme Napoléon ; mais dans la journée du 29, apprenant que les Prussiens, maîtres de Saint-Germain, pouvaient arriver sans obstacle à Malmai-

son, il partit à cinq heures du soir. Une heure après, les Prussiens faisaient irruption dans sa demeure ; furieux de ne plus l'y rencontrer, ils se vengèrent par le pillage et la dévastation.

Le 3 juillet, Napoléon arrivait à Rochefort ; son frère Joseph l'y rejoignit le lendemain. Dans cette ville comme à Paris, la foule se pressait autour de sa demeure, et chaque fois qu'il paraissait, il recueillait les témoignages de l'affection populaire.

Le 8, il s'embarqua pour l'île d'Aix, où il attendit vainement les saufs-conduits qui lui avaient été promis. Étonné de ces retards, il envoya Las-Cases et Savary à bord du *Belléophon*, pour savoir du commandant de la croisière britannique, le capitaine Maitland, s'il n'avait pas reçu de Londres l'ordre de le laisser passer. Le capitaine répondit qu'aucun ordre ne lui était parvenu.

Après quatre jours d'attente un nouveau message vers le capitaine Maitland ne fut pas plus satisfaisant. Cependant Maitland avait ajouté que si l'empereur voulait s'embarquer pour l'Angleterre, il était autorisé à l'y conduire, et que, sans nul doute, il y trouverait les égards et les traitements auxquels il pouvait prétendre. Cette réponse ne donnait aucune solution ; il était urgent de prendre un parti. On avait devant soi une croisière qui fermait la route des mers, et derrière, une terre que l'invasion des étrangers et le retour des Bourbons rendait inhospitalière.

Napoléon prit une résolution hardie et chevaleresque, qui faisait honneur à ses ennemis, mais qui devait devenir pour eux un éternel monument de honte. Le 14 juillet, il écrivait au prince régent d'Angleterre ces paroles mémorables :

« Altesse royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens comme Thémistocle m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de votre altesse royale, comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis. »

Gourgaud fut chargé de porter cette lettre au prince régent. Las-Cases avec lui retourna sur le *Belléophon* pour annoncer au capitaine Maitland que l'Empereur se rendrait à son bord le lendemain. Le 15, en effet, à trois heures du matin, le brick l'*Épervier* le condui-

sait vers le *Bellérophon*. Au moment d'aborder, le général Becker s'approchant pour lui faire ses adieux :

— Retirez-vous, général, s'écria Napoléon, je ne veux pas qu'on puisse croire qu'un Français est venu me livrer à mes ennemis.

Mais en prononçant ces mots, il lui tendit la main, et ne le fit éloigner qu'après l'avoir serré dans ses bras.

En se présentant sur le vaisseau, l'empereur dit au capitaine Maitland : « Je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. »

Pendant neuf jours, les vents contraires retardèrent la marche du *Bellérophon*, et le 24 seulement il mouillait dans la rade de Torbay. Gourgaud était revenu, sans avoir pu être admis auprès du prince régent.

C'était d'un fâcheux augure. En effet, le 30 juillet, l'amiral Keith lui remit une note ministérielle qui assignait l'île de Sainte-Hélène pour résidence au *général Bonaparte*. Pour rendre plus cruel ce lointain exil, on limita le nombre de personnes qui pourraient le suivre.

Chacun autour de lui se disputait l'honneur de partager ses souffrances ; le comte Lobau, alors prisonnier des Anglais, sollicitait également cette faveur. Elle ne fut accordée qu'au général Bertrand, au comte de Montholon, à Gourgaud et à Las-Cases.

Le ministère britannique outrageait avec audace les droits du malheur et du génie. L'empereur répondit à cette indignité par la protestation suivante :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon* ; je ne suis pas le prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du gouvernement de me recevoir et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour venir me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que me tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon.

« Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs lois et de leur liberté ; la foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*.

« J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple Anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance ? Mais comment répondit-on en Angleterre à une telle magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola. »

Cet éloquent appel à l'histoire a été entendu par elle ; le ministère britannique y fut insensible.

Le 8 août, Napoléon et sa suite montaient à bord du *Northumberland*, et dans l'après-midi du même jour, on faisait voile pour Sainte-Hélène.

A la hauteur du cap de la Hogue, l'empereur put apercevoir encore une fois les côtes de la France : il la salua en s'écriant :

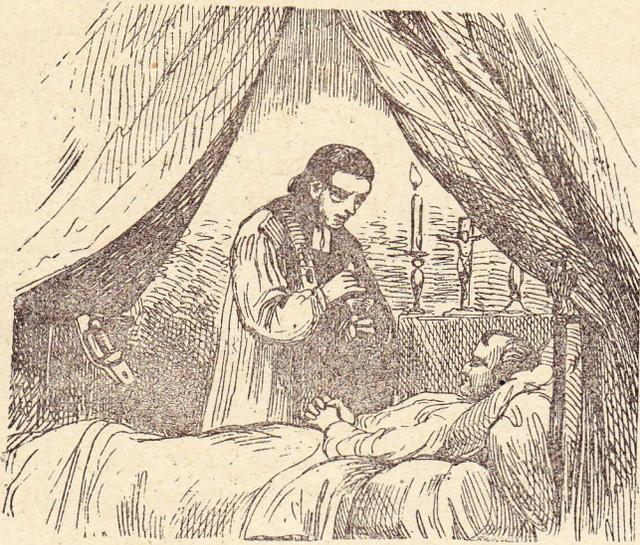
— Adieu terre des braves ! Adieu chère France ! Quelques traîtres de moins, et tu serais encore la grande nation, la maîtresse du monde.

Pour terminer ce douloureux chapitre, rappelons en peu de mots le dénouement des intrigues de Paris.

La chambre des représentants, si arrogante avec Napoléon, s'était honteusement livrée à la discrétion de Fouché. Celui-ci, dans la commission du gouvernement, accaparait ainsi toute l'autorité, agissant sans consulter ses collègues, assistant à peine à leurs réunions, les rendant impuissantes par ses absences et s'arrogant en silence la dictature. Ses collègues se plaignirent ; Carnot l'accusa de trahison ; il accusa Carnot de maladresse. Tous deux avaient raison ; mais Carnot ne faisait rien, Fouché remuait partout.

Wellington et Blücher accouraient, appelés par lui et sachant qu'ils ne rencontreraient aucun obstacle. Après la bataille de Waterloo, ces deux chefs n'avaient nullement le projet de s'aventurer seuls au-delà de la frontière française ; ils voulaient attendre l'arrivée des contingents russes et autrichiens.

Une première lettre de Fouché leur donna du cœur. La nouvel-



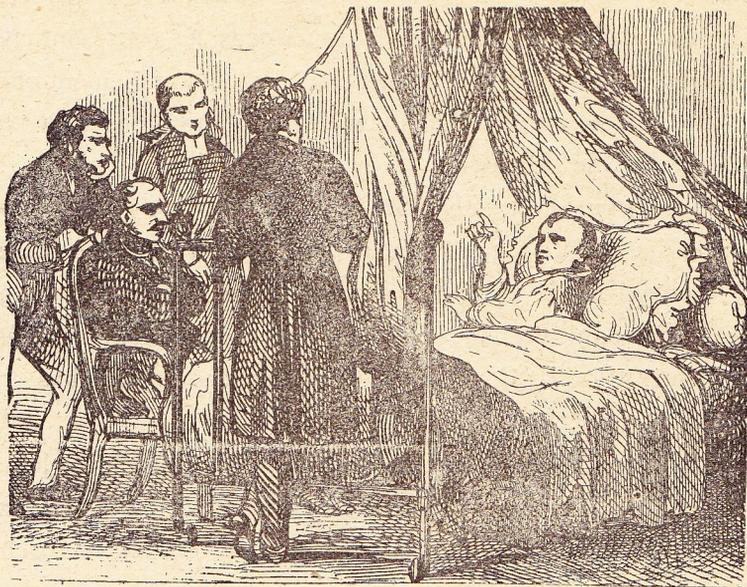
le de l'abdication arrachée à l'empereur les remplit de joie. Wellington d'abord refusait d'y croire : une si prodigieuse folie lui paraissait impossible. Lorsqu'enfin il fut convaincu, il comprit que la France désorganisée n'était plus capable de se défendre ; il marcha sur Paris, précédé de Blücher.

Les plénipotentiaires envoyés par les chambres furent amusés par de vaines paroles, sans que les généraux ennemis suspendissent un instant leur marche. Le 1<sup>er</sup> juillet, ils étaient sous les murs de Paris.

Davoust avait quatre-vingt mille hommes d'excellentes troupes, on pouvait armer vingt mille fédérés ; les Anglo-Prussiens n'étaient pas plus de cent mille.

Mais Fouché avait promis que l'on ne combattrait pas ; Soult, qui, encore une fois, cherchait à se faire valoir auprès des Bourbons, criait partout qu'il était impossible de se défendre ; Grouchy, Mortier, Ney et quelques généraux parlaient dans le même sens ; Davoust, gagné par Fouché, avait le premier proposé qu'on acceptât le retour des Bourbons ; les chambres ne prenaient aucun parti.

Mais Fouché qui avait son plan bien arrêté, alarma les chambres par un tableau sinistre de la situation ; les constitutionnels si bruyants naguère se turent ; Davoust fut chargé de négocier une capitulation ; le 3 juillet elle était signée ; le 8, Louis XVIII rentrait à Paris avec les armées alliées.



La chambre des représentants avait usé son énergie à mal faire. Il semblait qu'elle eût pour unique mission d'enlever à la France son plus solide défenseur. Une victoire remportée sur Napoléon suffisait à l'ambition de ces parleurs. Quant à tenter une lutte contre l'envahisseur étranger, c'était un trop noble effort pour leur chétif tempérament.

Esclaves de Fouché, ils se prêtèrent à toutes ses mystifications, ses trahisons et ses hontes, aimant mieux se déshonorer avec lui que vaincre avec l'Empereur. Ambitieux rhéteurs, discoureurs impitoyables, ils élaboraient un projet de constitution, alors que l'ennemi était sous les murs de la capitale, luttant avec une ardeur puérile pour savoir si l'on devait dire *équilibre* de pouvoirs ou *séparation* ou *division*, faisant une *déclaration de droits*, au moment où Paris capitulait, et se débattant sur *l'hérédité de la pairie* pendant que Blücher et ses Prussiens traversaient les rues de la capitale. Jamais ne fut mieux justifié le mépris que témoignait Napoléon envers les *idéologues*.

Enfin, pour compléter ces misérables parodies de tribune, Manuel s'écriait dans la séance du 7 : « Disons comme cet orateur célèbre dont les paroles ont retenti dans toute l'Europe :

« Nous sommes ici par la volonté du peuple ; nous n'en sortirons que par la puissance des baïonnettes.

D'immenses applaudissements avaient accueilli ces paroles, et le lendemain, en arrivant au lieu de leurs séances, les représentants trouvèrent les portes fermées et s'en retournèrent tranquillement chez eux. Digne fin de ces héros d'indépendance qui, pour conserver leur tribune, avaient sacrifié la patrie !

Belle chute pour cette chambre qui, après s'être révoltée contre la pensée d'une dissolution légale, disparaissait devant un ordre secret de la police ! La chambre de 1814 fut peut-être plus malavisée que coupable celle de 1815 épuisa tous les ridicules et toutes les hontes. Après s'être donné les allures de la Convention, elle descendit plus bas que le Corps-Législatif impérial.

Le 14 octobre, après soixante-six jours de navigation, les captifs du *Northumberland* aperçurent à l'extrémité de l'horizon un point noir qui s'élevait du sein de l'Océan. C'était le rocher de Sainte-Hélène.

Le 15, le vaisseau jetait l'ancre. Napoléon put voir de plus près ce débris volcanique qui s'était fait jour à travers les eaux.

« Ce n'est pas un beau séjour, » dit-il à ses compagnons. Puis, par un singulier retour sur sa vie passé, il ajouta : « J'aurais mieux fait de rester en Egypte, je serais aujourd'hui empereur de tout l'Orient.

Etrange regret qui effaçait de sa vie les années glorieuses du Consulat et de l'Empire ! Il est vrai qu'elles avaient pour terme Sainte-Hélène, et qu'à l'aspect de ce tombeau, les premières pensées devaient être toutes à la tristesse. Le 17 octobre, l'Empereur descendit à terre et prit possession de sa dernière demeure.

Comment raconter les douleurs des jours qui vont suivre ? Comment suivre les détails d'un martyr de six années, alors que chaque jour devient un supplice, chaque heure une torture, alors que des militaires porte-clefs s'acharnant sur l'illustre guerrier, se font les bourreaux de sa chair, les vautours dévorants de ses entrailles, lui font sentir jour par jour la froide lame du poignard, et expriment goutte à goutte le sang de ce cœur généreux ?

Il manquait au reste à cette miraculeuse existence la haute poésie du malheur ; il lui manquait après avoir épuisé toutes les grandeurs, d'épuiser toutes les souffrances, et de compléter ainsi son rôle par ce qu'il y a de plus sublime et de plus terrible dans l'humanité, la

puissance infinie et l'infinie misère : le Titan, après avoir escaladé les cieus, était retombé dans l'abîme.

On avait assigné pour résidence à Napoléon *Longwood*, maison de campagne du sous-gouverneur, jadis construite pour servir de grange aux marchands de la compagnie des Indes.

Assise sur un plateau élevé de deux mille pieds au-dessus du niveau de la mer, battue par des vents impétueux, par des pluies violentes, exposée pendant neuf mois de l'année à une humidité pénétrante, pendant les trois autres mois, aux rayons brûlants d'un soleil vertical, cette retraite du proscrit semble être combinée de manière à détruire promptement toutes les sources de la vie.

« Ce pays est mortel, disait Napoléon. Partout où les fleurs sont étoilées, l'homme ne peut pas vivre. Ce calcul n'a point échappé aux élèves de Pitt. Transformer l'air en instrument de meurtre ! cette idée n'était pas venue au plus farouche de nos proconsuls ; elle ne pouvait germer que sur les bords de la Tamise. »

Ce n'était pas assez : on voulut attaquer l'âme avec le corps, faire la guerre aux sentiments, à la dignité de Napoléon, l'offenser dans son honneur. Précautions humiliantes, mesquines tracasseries, odieuses vexations, rien ne lui fut épargné.

Et cependant le ministère britannique estima que le gouverneur de Sainte-Hélène, l'amiral Cockburn, avait trop d'égards pour son prisonnier. Il fut remplacé par un homme qui est resté le type de l'infamie, Hudson Lowe.

A la première entrevue avec le nouveau gouverneur, Napoléon fut frappé des ignobles révélations de sa physionomie.

« Il est hideux ! dit-il, c'est une face patibulaire. Mais ne nous hâtons pas de prononcer : le moral, après tout, peut raccommo-der ce que cette figure a de sinistre ; cela ne serait pas impossible. »

Mais bientôt Hudson Lowe prit à cœur de prouver que son âme était d'accord avec sa figure. La surveillance prit un caractère d'incessante persécution ; au-dedans, au-dehors, on épiait tous les gestes de l'Empereur, on mesurait ses pas, on mesurait l'air qu'il lui était permis de respirer. Fatigué de tant de contrainte, Napoléon se renferma chez lui : le gouverneur voulut s'y introduire ; l'Empereur, indigné, lui demanda s'il ne pouvait pas au moins lui laisser le seul bénéfice d'une prison, la solitude.

« Malgré certaines contrariétés, ajouta-t-il, l'amiral Cockburn avait mérité ma parfaite confiance ; mais il ne paraît pas que son successeur soit jaloux de m'en inspirer une semblable.

Sir Hudson, blessé de ce reproche, répondit brusquement qu'il n'était pas venu pour recevoir des leçons.

« Ce n'est pourtant pas faute que vous en ayez besoin, reprit l'Empereur ; vous m'avez dit, monsieur, que vos instructions étaient bien plus terribles que celle de l'amiral. Sont-elles de me faire mourir par le fer ou par le poison ? Je m'attends à tout de la part de vos ministres ; me voilà, exécutez votre victime ! J'ignore comment vous vous y prendrez pour le poison ; mais quant à m'immoler par le fer, vous en avez déjà trouvé le moyen. S'il vous arrive, ainsi que vous m'en avez fait menacer, de violer mon intérieur, je vous préviens que le brave 53<sup>e</sup> n'y entrera que sur mon cadavre. »

Le gouverneur furieux redoubla de violences. La maison de Longwood fut mise au secret : on interdit à Napoléon et à ses compagnons d'exil toute communication, écrite ou verbale, avec les habitants de l'île ; on entrava même les communications avec les soldats et les officiers de la garnison ; on redoutait leurs sympathies pour l'illustre capitaine confié à leur garde.

Les lettres adressées à l'empereur ne lui étaient remises qu'après avoir été décachetées par des agents subalternes ; les journaux français ou anglais lui étaient refusés ; tout était calculé pour l'isoler du monde, pour l'ensevelir vivant dans une affreuse solitude.

Un écrivain anglais, M. Hobhouse, lui ayant adressé son livre sur les Cent-Jours, avec cette inscription en lettres d'or : *A Napoléon-le Grand.*

Le gouverneur intercepta cet ouvrage ; et peu de jours après il se présentait subitement devant l'empereur pour lui signifier l'ordre de réduire la dépense de Longwood. Napoléon ne put réprimer la colère que lui inspirait la vue de cet homme.

— Vous n'avez jamais commandé, lui dit-il, que des vagabonds et des déserteurs corses, des brigands piémontais et napolitains. Je sais le nom de tous les généraux anglais qui se sont distingués ; mais je n'ai jamais entendu parler de vous que comme d'un Scrivano de Blücher, ou comme d'un chef de brigands.

Sir Hudson ayant répondu qu'il n'avait pas recherché la mission

dont il était chargé. Ces places ne se demandent pas, reprit Napoléon, les gouvernements les donnent aux gens qui se sont déshonorés.»

Le gouverneur tenta de se justifier, en se retranchant derrière les ordres ministériels ; il prétendait accomplir un devoir. » Le bourreau en fait autant, lui répondit l'empereur : il exécute les ordres qu'il a reçus. Mais je ne crois pas qu'aucun gouvernement soit assez vil pour donner des ordres pareils à ceux que vous faites exécuter.... Vous avez plein pouvoir sur mon corps, mais aucun sur mon âme. Cette âme est aussi courageuse que quand elle commandait à l'Europe, Vous n'êtes qu'un sbire sicilien et non pas un anglais. Ne vous présentez plus devant moi que lorsque vous m'apporterez l'ordre de ma mort, et alors toutes les portes vous seront ouvertes. »

Malgré cette défense, Hudson Lowe tenta encore une fois de pénétrer dans l'asile de Napoléon. Du plus loin que celui-ci l'aperçut il s'écria : Retirez-vous, monsieur, retirez-vous ; » et comme le gouverneur insistait, l'Empereur exaspéré saisit un fusil qui appartenait au général Bertrand, et le menaça de l'étendre à ses pieds s'il faisait un pas de plus. Hudson Lowe, stupéfait, recula lentement et n'essaya plus désormais de persécuter de sa présence le redoutable captif.

Cependant la haine atteignait son but. L'assassinat moral s'accomplissait lentement, mais à coup sûr ; et ces dégoûts journaliers venaient en aide à l'insalubrité du climat. Renfermé chez lui pour échapper aux tyrannies extérieures, Napoléon souffrait plus qu'un autre du défaut d'exercice. Sa constitution active s'usait dans une étroite enceinte humide et malsaine.

La profonde altération de ses traits accusait ses souffrances, et son dépérissement graduel effrayait ses fidèles compagnons.

Et cependant, par un raffinement de cruauté, le geôlier de Sainte-Hélène lui ravit son médecin. Le docteur O'Méara était renvoyé en Angleterre, parce qu'il montrait trop d'affection à son illustre malade.

Son grand crime surtout était d'avoir écrit au ministère britannique que l'air de Sainte-Hélène suffisait pour tuer le prisonnier. En même temps, Las Cases et son fils étaient enlevés et envoyés au Cap pour avoir confié à un traître une lettre non communiquée au gouvernement

Enfin, Gourgaud, succombant sous l'influence d'un climat meurtrier, avait été renvoyé en Europe par l'Empereur lui-même. Quatre

compagnons dévoués lui manquaient à la fois. Perte irréparable dans le monde, épouvantable dans la solitude ! Cependant, Bertrand et Montholon lui restaient encore.

Durant un an entier, Napoléon, épuisé par la souffrance, demeura sans médecin. Hudson Lowe avait accompli sa mission, la maladie avait pris un caractère incurable, lorsqu'on vit arriver le docteur Antomarchi, professeur de Florence. Les chanoines Buonavita et Vignali l'accompagnaient. Tous trois étaient Corses : ils étaient envoyés par le cardinal Fesch.

La vue de ses compatriotes réveilla doucement la mémoire de ses jeunes années.

— Ah ! docteur, disait-il, quels souvenirs la Corse m'a laissés ! Je jouis encore de ses sites, de ses montagnes ; je la foule, je la reconnais à l'odeur qu'elle exale. Je voulais l'améliorer, la rendre heureuse, tout faire en un mot pour elle : le reste de la France n'eut pas désapprouvé ma prédilection.

Un autre jour, c'était le nom chéri de la France qui venait se mêler à ses tristes réflexions. Faible et accablé, il était assis dans son jardin, promenant ses regards sur l'immensité de l'horizon :

— Ah ! s'écriait-il, où est la France ? où est son riant climat ? Si je pouvais la contempler encore ! si je pouvais respirer au moins un peu d'air qui eût touché cet heureux pays ! Quel spécifique que le sol qui nous a vus naître ! Antée réparait ses forces en touchant la terre : ce prodige se renouvellerait pour moi ; je le sens, je serais revivifié si j'apercevais nos côtes.

Durant les années 1819 et 1820, la maladie poursuivit sa marche progressive, laissant cependant quelques intervalles de repos qui donnaient à ceux qui l'entouraient de trompeuses espérances, bientôt évanouies par de nombreuses rechutes. Et néanmoins, malgré de cruelles souffrances et une rapide décadence extérieure, son génie toujours puissant retraçait à ses compagnons le tableau riche et varié des grandes choses qu'il avait faites. Précieux récits, immortels souvenirs, qui serviront toujours de guides à l'historien de cette glorieuse époque !

Cependant O'Méara, de retour à Londres, fatiguait de ses avertissements le ministère anglais, le mettant en demeure de sauver la

victime dévouée, et le plaçant courageusement sous la responsabilité d'un assassinat.

« Si le même traitement est continué, écrivait-il à lord Bathurst, la mort de Napoléon est aussi certaine, sinon aussi prochaine, que si on le livrait au bourreau. »

Honnête homme, qui croit désarmer la rage du gouvernement, et qui ne fait que la rendre plus inexorable par la certitude d'une prochaine issue. La lenteur du supplice pèse aux bourreaux de Saint-James ; ce n'est pas du remords, c'est de la fatigue : ils voudraient être débarrassés d'une aussi imposante victime.

Peu de temps après la dernière lettre d'O'Méara, le 20 juillet 1820, Antomarchi fait avertir la famille Napoléon de son état désespéré. Le 15 septembre, Bertrand écrit une lettre pressante au chef du ministère, lord Liverpool. Elle reste sans réponse. L'arrêt est irrévocable. Si le ciel de Sainte-Hélène est mortel pour Napoléon, pourquoi se priver volontairement d'un tel auxiliaire ?

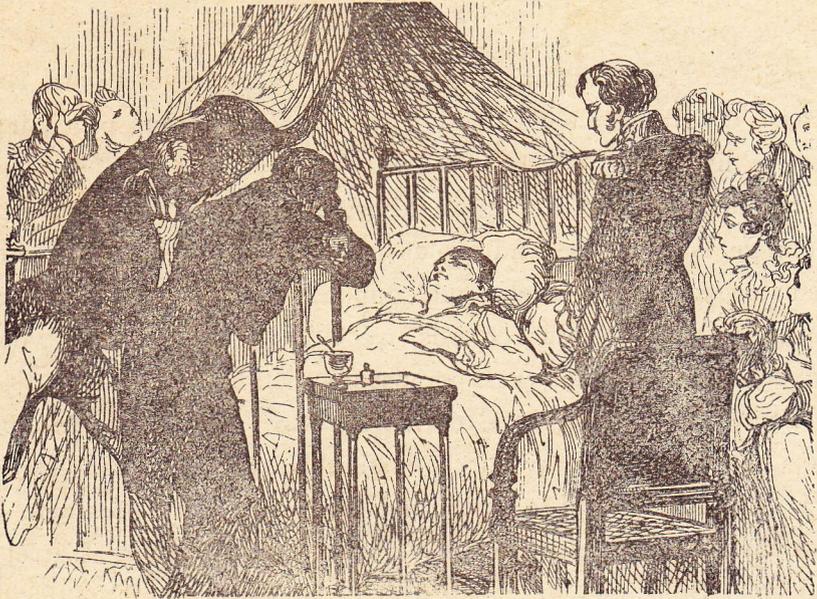
## CHAPITRE. LV

---

### Mort de Napoléon

Au commencement de l'année 1821, le mal redoubla d'intensité : c'était une affection du foie, maladie endémique dans ce terrible climat, et presque toujours mortelle. De jour en jour, d'heure en heure, on voyait décliner cette constitution jadis si robuste ; les yeux brillaient d'un éclat fébrile, le souffle s'éteignait.

Le 17 mars, Napoléon était alité. Ses souvenirs se reportaient toujours vers la France :



— 17 mars, dit-il ; à pareil jour, il y a six ans (il était à Auxerre, revenant de l'île d'Elbe), il y avait des nuages au ciel. Ah ! je serais guéri si je voyais ces nuages.

Il ne se faisait pas illusion sur sa fin prochaine, et la contemplait avec le calme d'un stoïcien.

— Il n'y a rien, disait-il, de terrible dans la mort. Elle a été la compagne de mon oreiller pendant ces trois semaines, et à présent elle est sur le point de s'emparer de moi pour jamais.

Il combattait lui-même les trompeuses espérances ou les affectueux encouragements de ses amis. Le 19 avril, comme ils se réjouissaient d'une apparente amélioration.

— Vous ne vous trompez pas, leur dit-il, je vais mieux aujourd'hui, mais je n'en sens pas moins que ma fin approche. Quand je serai mort chacun de vous aura la douce consolation de retourner en Europe,

Vous reverrez, les uns vos parents, les autres amis, et moi je retrouverai mes braves aux Champs-Élysées. Oui, continua-t-il, en haussant la voix, Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Murat, Masséna, Berthier, tous viendront à ma rencontre.... En me voyant, ils deviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres avec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric ; à moins,

# NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

# NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

---

**5<sup>e</sup> EDITION**

---



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS